



Réseau **BIO** de
Provence • Alpes • Côte d'Azur



**Région Provence Alpes
Côte d'Azur**
Aux Conseillers Régionaux
Hôtel de Région
27, Place Jules Guesde
13481 MARSEILLE Cedex 20

Avignon,
Le 06 Octobre 2014

Objet : Aides aux agriculteurs biologiques dans le Programme de Développement Rural 2015-2020 de Provence Alpes Côte d'Azur

Madame, Monsieur,

Le réseau des groupements d'agriculteurs biologiques de PACA, les membres du pôle InPACT PACA « Travailler autrement en Agriculture », l'association des entreprises de l'aval de la filière agrobiologique (Aval Bio PACA), la fédération régionale des associations de protection de la nature (FNE PACA) et l'association Bio Consom'Acteurs Provence, souhaitent vous interpeller sur les décisions qui doivent être prises très prochainement par le Conseil Régional dont vous êtes membre. En effet, à partir de 2015, les aides de soutien à l'agriculture biologique seront financées via le budget de la Politique Agricole Commune (PAC), mais gérées par les Régions qui sont devenues autorités de gestion des fonds européens du 2e pilier de la PAC.

La Région a transmis en avril 2014 à l'Union Européenne la première version de son Programme de Développement Rural 2015-2020 (PDR), pour validation. Ce document précise les choix réalisés pour l'utilisation de ces fonds européens. C'est ce document et les choix politiques dont il résulte qui nous amènent à vous interpeller aujourd'hui.

En effet, jusqu'en 2014, tous les producteurs bio étaient soutenus, spécifiquement pour leurs engagements dans des pratiques agronomiques respectueuses de l'environnement, tant dans la phase de conversion vers l'agriculture biologique que dans la durée, via l'aide au maintien de l'agriculture biologique. Le PDR de la Région Provence Alpes Côte d'Azur prévoit à ce jour de supprimer cette aide au maintien à toutes les fermes engagées en bio avant 2010 et de n'apporter cette aide que pour une période limitée de 5 ans aux fermes engagées en bio depuis 2010 et ce seulement sur certaines filières de production.

Il s'agit donc d'un signal politique fort et négatif envoyé aux agriculteurs bio mais aussi à ceux que la bio pourrait intéresser. Le risque de rompre la dynamique de développement de l'agriculture bio régionale est grand, alors même que notre région est la 1ère région

bio de France, en termes de part de la Surface Agricole Utile cultivée selon le mode de production biologique, et que la Région, les Conseils Généraux et nombre de collectivités locales participent de longue date à soutenir et encourager ce dynamisme. Au-delà du monde agricole, il s'agit également d'un signal politique très négatif adressé aux consommateurs et citoyens de notre région qui de façon croissante choisissent de réorienter une partie de leur consommation vers les productions bio locales.

Nous avons plusieurs motifs principaux de désaccords :

1. La concertation demandée par l'UE et le Ministre n'a pas eu lieu en Provence Alpes Côte d'Azur. Nos structures et réseaux n'ont pas été à proprement parler associés à l'élaboration du PDR malgré les multiples demandes que nous avons adressées à la Région. Nous avons seulement été tenus informés, ponctuellement et partiellement, des avancées de la préparation du PDR. Par ailleurs, il n'a été tenu aucun compte des propositions et demandes formulées.
2. Dans le cadre du programme Ambition Bio 2017, le Ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll s'est engagé, avec les régions, à consacrer 160 millions d'euros par an en moyenne sur la période 2015-2020 pour les aides à la bio¹, avec un objectif de doublement des surfaces bio. Le « cadrage national » qui a été transmis aux régions ne respecte pas cet engagement de mobiliser 160 millions d'euros.
3. Ce « cadrage national » prévoyait pour Provence Alpes Côte d'Azur une enveloppe de 59,2 millions d'euros pour les aides à la bio : 75 % pris en charge par l'UE sur le budget européen et 25 % par l'Etat français (soit 14,8 millions d'euros apportés par l'Etat). Or la Région a choisi de limiter cette enveloppe à 24.7 millions dans la maquette financière transmise à l'Europe en avril. Cela revient concrètement à prélever 34.5 millions d'euros fléchés vers la bio sur le budget de la PAC en direction d'autres bénéficiaires qui ne sont pas clairement identifiés.
4. L'enveloppe budgétaire prévue à ce stade dans le PDR pour l'aide à la conversion sur la période 2015-2020 (20 millions d'euros) est très largement insuffisante pour couvrir le besoin dans l'objectif de doublement des surfaces en bio fixé par le programme Ambition Bio 2017. Nous estimons en effet qu'une enveloppe de l'ordre de 100 millions d'euros serait nécessaire pour atteindre cet objectif. Par ailleurs cette enveloppe est également en décalage complet avec l'objectif de 30% de SAU en bio à l'horizon 2020 que la Région s'est elle-même fixé².
5. Le choix de limiter à 5 ans l'aide au maintien à l'agriculture bio revient à refuser aux producteurs bio la rémunération des services environnementaux et sociaux³ inhérents au mode de production bio, alors que parallèlement dans le cadre des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques, des producteurs conventionnels pourront obtenir des montants d'aides supérieurs pour des niveaux de contraintes bien moindres !

1 Cf paragraphe 1.1.1, page 12, du Programme Ambition Bio 2017 téléchargeable sur : http://agriculture.gouv.fr/Programme-Ambition-bio-2017_22587

2 Cf page 76 de l'annexe à la délibération n° 11-1298 du 21 octobre 2011.

3 Sur la base des données du recensement agricole de 2010, il s'avère que « Une exploitation inscrite dans une démarche bio génère en moyenne 40% de besoin de main d'œuvre supplémentaire par rapport à une exploitation conventionnelle » (source : bulletin « DRAAF Infos PACA » n° 7 de mars 2013)

Nous portons en conséquence les revendications suivantes :

- 1. Nous appelons les élus régionaux à rappeler à l'Etat ses engagements** : en fléchissant vers les régions, au sein du cadrage national, des moyens suffisants pour atteindre les 160 millions d'euro par an vers la bio et en répartissant ces moyens de façon équitable et transparente entre les régions, c'est-à-dire au prorata des surfaces bio existantes. Le récent retour critique émis par la Commission Européenne sur le cadrage national le rappelle en soulignant des écarts de traitement entre régions et un budget alloué à la bio globalement insuffisant⁴.
- 2. Nous demandons à ce que la Région mette à profit la demande d'amendements à son PDR émise par la Commission Européenne pour réévaluer l'enveloppe affectée aux aides à la bio** de façon à ce que cette enveloppe soit, à minima, en concordance avec la contrepartie nationale apportée par l'Etat (soit environ 60 millions d'euros si le cadrage national reste en l'état).
- 3. Dans un contexte d'enveloppe budgétaire insuffisante, nous demandons la mise en place d'un plafonnement des aides au maintien par actif agricole**, permettant de répartir les moyens disponibles sur l'ensemble des fermes bio plutôt que de n'aider que les plus récemment converties. Par ce plafonnement nous obtiendrions un effet levier plus important des fonds publics mobilisés, assurant à la fois un effet incitatif pour le plus grand nombre et l'assurance d'une certaine continuité du soutien public.
- 4. Nous demandons à la Région de veiller à la cohérence globale des différentes aides** prévues dans le PDR afin de **garantir le respect du principe de progressivité** qui veut que « *les systèmes engagés en bio bénéficient d'une rémunération supérieure à celle de démarches environnementales moins abouties* » (extrait du programme Ambition Bio 2017⁵). Cette cohérence doit s'appliquer aux montants d'aide à l'hectare comme aux éventuels plafonds et prendre en compte les possibilités de cumul ou non entre les différentes aides.
- 5. Enfin nous demandons la reconduction d'un dispositif d'aide aux producteurs sur les coûts de certification bio**, soit dans le cadre du PDR ou via d'autres modes de financement tel qu'un financement sur des fonds régionaux exclusivement.

Nos structures et réseaux demeurent bien évidemment à votre entière disposition pour toute information complémentaire sur ce dossier.

Si vous êtes prêt à soutenir ces demandes au sein des instances régionales, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous en informer et de nous faire part, le cas échéant, de la forme que pourrait prendre votre soutien. Dans le cas contraire, nous sommes également intéressés par un retour explicatif de votre part.

Nous ne manquerons pas de faire part de votre position aux producteurs et acteurs économiques de la filière bio et à l'ensemble des consommateurs de la région et nous

4 Extrait de la page 88 des Observations sur le Cadre National de développement rural de la France CCI2014FR06RDNF001 : « La commission s'attend à ce que les PDR des régions françaises prévoient les crédits budgétaires nécessaires pour soutenir le passage à l'agriculture biologique, afin de répondre à l'objectif du plan d'action national de doubler les surfaces bio en 2017. »

5 CF paragraphe 1.1.3, page 12, du Programme Ambition Bio 2017 téléchargeable sur : <http://agriculture.gouv.fr/Programme-Ambition-bio-2017,22587>

restons à votre écoute pour tout échange sur nos ambitions respectives vis-à-vis de l'agriculture et de l'alimentation bio sur notre territoire.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations les plus respectueuses.

Marie MAURAGE,
Présidente de **Bio de Provence Alpes Côte d'Azur**



Avec le soutien de :

Luc RONFART,
Président d'**Aval Bio PACA**

Pierre APLINCOURT,
Président de **FNE PACA**

Bernard ASTRUC,
Président de **Bio Consom'Acteurs Provence**

Les réseaux membres du **Pôle InPACT PACA** :

- Aziyadé Baïnouti, Présidente d'**Alliance Provence**
- Michel Isouard, Président de l'**ARDEAR PACA**
- Geneviève Bidaud, Présidente du **GRCIVAM PACA**
- Genevière Auboiroux et Thierry Gozzerino, Co-Présidents des **Paniers Marseillais**

Les groupements départementaux d'agriculteurs biologiques membres de Bio de Provence Alpes Côte d'Azur :

- Gérard DAUMAS, Président d'**Agribio 04**
- Baptiste VIALET, Président d'**Agribio Hautes Alpes**
- Christian CARNAVALET, Président d'**Agribio Alpes Maritimes**
- Jean Jacques REBUFFAT, Président d'**Agribio 13**
- Loïc de SALENEUVE, Président d'**AgribioVar**
- Jean Emmanuel PELLETIER, Président d'**Agribio Vaucluse**

Contact et réponse :

Bio de Provence Alpes Côte d'Azur

Maison de la Bio – 255 Chemin de la Castelette - BP 21284 – 84911 Avignon Cedex 9
Tél : 04 90 84 03 34 – Fax : 04 90 84 03 33 – contact@bio-provence.org